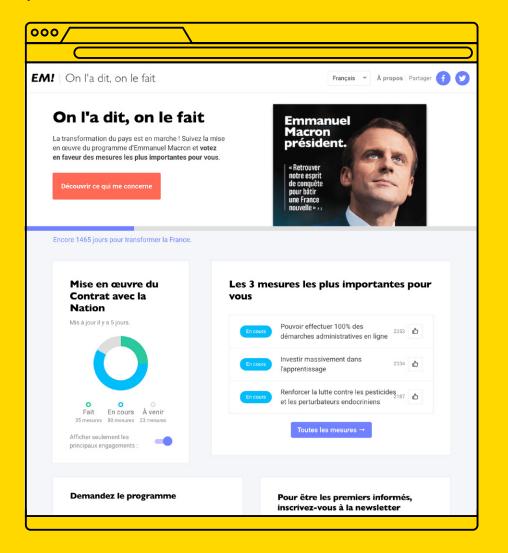


Suivez la mise en œuvre du programme d'Emmanuel Macron sur transformer.en-marche.fr



ÉDITO

"DEPUIS UN AN, NOUS TRAVAILLONS SANS RELÂCHE POUR VOUS, POUR LA FRANCE."

Nous travaillons avec l'exigence d'être, à chaque instant, à la hauteur de la promesse qu'Emmanuel Macron vous a faite en se présentant à l'élection présidentielle: dépasser les clivages politiques d'un autre temps, mener avec courage les réformes qui avaient trop longtemps tardé, trouver des solutions concrètes et efficaces pour redonner de la force à notre pays et retrouver confiance dans notre capacité collective.

Beaucoup de choses ont été faites en un an: pour corriger les inégalités sociales à la racine, relancer l'emploi, renforcer votre sécurité, défendre notre planète, moderniser la vie politique...

Nous l'avons dit, nous le faisons, et nous continuerons. Votre exigence à voir les

changements concrets dans votre quotidien est aussi la nôtre. Les premiers signaux positifs sont là: la baisse du chômage est amorcée, l'investissement repart, mais nous ne nous en satisfaisons pas.

Le projet de transformation auquel nous travaillons nous voulons qu'il soit concret pour vous, ressenti dans votre quotidien. Nous voulons vous donner les moyens de faire face aux difficultés, aux imprévus, pour que vous puissiez saisir les opportunités qui se présentent à vous. En un mot: pour ne pas subir, pour pouvoir choisir votre vie.

— CHRISTOPHE CASTANER

Délégué général de La République En Marche

53 MESURES CLÉS

Comison los inécelités escielos à la masina	L
Corriger les inégalités sociales à la racine	4
Construire une économie forte qui revalorise le travail	8
Combattre le sentiment d'insécurité au quotidien	12
Garantir à tous les Français un égal accès aux soins	14
Faire plus pour ceux qui en ont besoin	16
Protéger notre avenir	18
Reconstruire une Europe qui protège face au reste du monde	20
Une représentation politique plus responsable et plus efficace	22

Corriger les inégalités sociales à la racine

L'école est le lieu où se prépare l'avenir de chaque élève. C'est notre meilleur rempart pour lutter contre les inégalités sociales à la racine et pour protéger les plus fragiles.

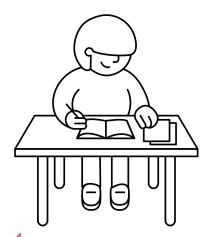
C'est pourquoi nous bâtissons une école de la confiance, où chacun maîtrisera les savoirs fondamentaux à la sortie, où chacun sera accompagné quand il fera face à des difficultés et pourra bénéficier de la liberté de cultiver ses talents afin de construire son projet académique et professionnel.

Au-delà de l'école, c'est l'environnement quotidien de chaque jeune que nous souhaitons améliorer. Nous faisons en sorte que chacun puisse vivre, étudier et s'insérer dans la vie professionnelle dans les meilleures conditions.



√ La scolarité obligatoire à 3 ans

À partir de la rentrée 2019, la scolarité deviendra obligatoire dès l'âge de 3 ans, contre 6 ans jusqu'à présent.



V Priorité aux territoires fragiles

Depuis la rentrée scolaire 2017, nous avons diminué le nombre d'enfants par classe de CP dans les quartiers prioritaires pour que les enfants puissent apprendre dans de meilleures conditions. La mesure sera ensuite étendue à toutes classes de CP et CE1 des zones prioritaires et concernera 340 000 élèves au total.



V Donner le goût des maths

Nous voulons redonner le goût des mathématiques aux enfants.

Dès le CP, les enfants seront initiés aux 4 opérations: additions, soustractions, multiplications et divisions.



✓ Devoirs faits à l'école

Pour lutter contre le décrochage scolaire, nous offrons un soutien scolaire gratuit à tous les collégiens. Ce soutien sera étendu à l'école primaire à la rentrée 2018.

10 000 volontaires seront recrutés pour encadrer les élèves, notamment à travers le service civique.



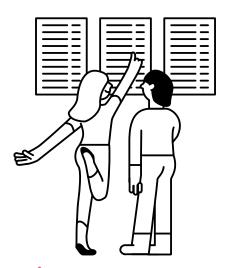
V Une meilleure orientation des lycéens

Nous renforçons le conseil en orientation au lycée avec 1h30 de cours dédié par semaine dès la classe de seconde pour aider les jeunes à préparer leur projet personnel et professionnel.



✓ Un meilleur accompagnement de l'entrée à l'Université

Avec Parcoursup, nous sécurisons l'entrée dans l'enseignement supérieur après le Bac grâce à la suppression du tirage au sort. Parcoursup informe également les lycéens sur les compétences et connaissances attendues dans chaque cursus. Des remises à niveau seront proposées à ceux qui en ont besoin.

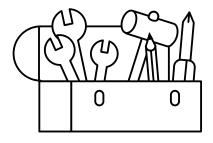


V Un nouveau Bac!

Nous transformons le Bac pour qu'il prépare mieux les élèves à leur entrée dans l'enseignement supérieur. Le nouveau Bac prendra mieux en compte le travail des élèves durant toute l'année scolaire de 1re et Terminale. Chaque élève pourra désormais choisir ses matières et construire son Bac selon son projet personnel et professionnel.

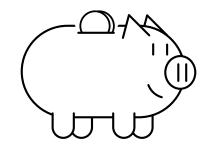
En classe de 1re, l'élève choisira 3 enseignements de spécialité en plus des matières de culture commune telles que l'histoire-géographie et l'éducation physique. L'élève sera évalué sur le mode du contrôle continu en 1re et en Terminale sur l'ensemble des disciplines étudiées.

À la fin de l'année de 1re, l'élève passera les épreuves de français. En Terminale, il passera une épreuve de philosophie ainsi que des épreuves sur 2 des 3 disciplines de spécialité choisies. Il passera également un oral terminal devant un jury sur un projet préparé dès la 1re.



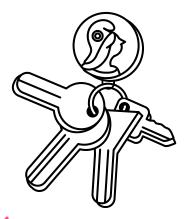
V Développement de l'apprentissage

Nous facilitons le recrutement en apprentissage des jeunes, voie d'excellence pour s'insérer dans la vie professionnelle. Aujourd'hui, 70% des apprentis trouvent un travail dans les 7 mois après l'obtention de leur diplôme. Nous revalorisons également leur rémunération et leur apportons une aide de 500€ pour financer leur permis de conduire.



V Santé: 217€ d'économies

Nous permettons aux étudiants de faire des économies sur leurs dépenses de santé. Avec la fin du système de sécurité sociale étudiante et le rattachement au régime général de la sécurité sociale, les étudiants feront chaque année une économie de 217 euros par an sur leur budget, en conservant la même protection.



√ Logement: l'État sera votre garant!

Nous facilitons l'accès à un logement pour les étudiants avec la construction de 60 000 nouveaux logements étudiant durant le quinquennat. Une caution locative sera apportée aux étudiants par l'État quand aucun garant ne peut les aider à louer un appartement.



Pass Culture

Nous facilitons l'accès à la culture. Un Pass Culture d'un montant de 500 euros sera offert à tous les jeunes de 18 ans et utilisable pour l'achat des livres comme pour découvrir une exposition ou aller au cinéma.

6 7

Construire une économie forte qui revalorise le travail

Nous voulons créer une société du travail: chaque Français doit pouvoir trouver un emploi, bien en vivre et s'émanciper à travers lui.

Pour cela, la première des priorités est de construire une économie solide qui crée davantage d'emplois. Nous améliorons les conditions économiques de notre pays, récompensons l'investissement et la prise de risque et facilitons le quotidien de nos petites et moyennes entreprises.

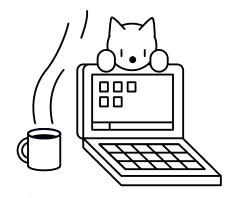
Nous renforçons l'accompagnement des travailleurs dans leurs transitions professionnelles afin que les évolutions du marché du travail ne soient pas synonymes de chômage ou de précarité.

Nous faisons en sorte que le travail paie mieux, en particulier pour les plus modestes, car c'est le travail qui est le meilleur moteur de leur pouvoir d'achat.



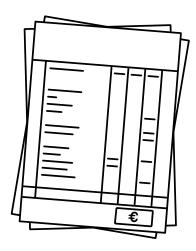
Plus d'investissement pour la formation professionnelle

Nous investissons 15 milliards d'euros dans la formation professionnelle parce qu'elle est la première des sécurités pour l'emploi des Français. Une application en ligne sera créée pour connaître ses droits et s'inscrire directement à une formation.



Un nouveau droit au télétravail

Nous avons fait du télétravail un droit: chaque salarié pourra travailler à distance sans que cela ait besoin d'être précisé dans son contrat de travail.



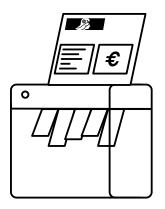
Augmentation des salaires

Nous augmentons le salaire net des travailleurs grâce à la baisse des cotisations sociales. Pour un salarié du privé au SMIC, ce sera 260 euros nets par an en plus dès 2019. Un salarié à 2 000 euros par mois gagnera environ 360 euros par an en plus.



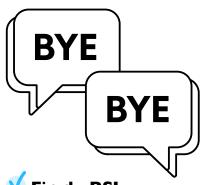
Augmentation de la prime d'activité

La prime d'activité sera augmentée de 20 €/mois à partir d'octobre 2018. Elle sera revalorisée chaque année pour atteindre 80€ de plus par mois d'ici la fin du quinquennat.



Moins d'impôt et plus de pouvoir d'achat

Nous baissons les impôts pour augmenter le pouvoir d'achat des Français. Comme promis, nous supprimons progressivement la taxe d'habitation - un impôt injuste - pour 80% des Français. Elle sera totalement supprimée pour tout le monde au plus tard en 2021.



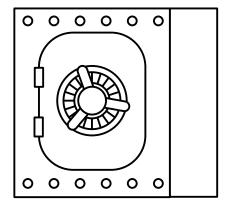
Fin du RSI

Finis les problème de gestion liés au RSI. Les travailleurs indépendants seront désormais sous le régime général de la sécurité sociale.



V Soutenir la recherche

Nous investissons dans les secteurs d'avenir. Un programme national va être créé sur l'intelligence artificielle et 1,5 milliard d'euros va être investi. Nous allons former deux fois plus d'étudiants dans ce secteur d'ici 2022.



V Une gestion sérieuse des finances publiques

Nous assurons une gestion sérieuse des comptes publics. Pour la première fois depuis 2007, le déficit public de la France est repassé sous la barre des 3%.



V Droit à l'erreur

Nous simplifions la vie des entreprises dans leurs relations avec l'administration, en particulier pour les TPE et PME. Nous avons créé un droit à l'erreur: une erreur de bonne foi ne sera pas sanctionnée par l'administration de la même manière qu'une fraude avérée. Les entreprises pourront demander à l'administration de les contrôler pour s'assurer qu'elles sont en conformité.

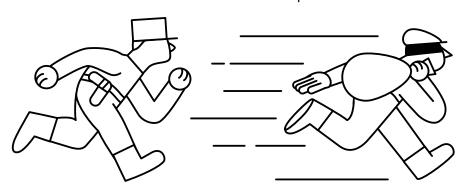


▼ Relancer l'économie

Nous créons un environnement économique favorable à la croissance: nous baissons l'impôt sur les sociétés pour favoriser la relance de l'investissement et les embauches. En 2022, cet impôt sera de 25%, contre 33% aujourd'hui.

Nous avons aussi lancé un "Grand Plan d'Investissement" de 57 milliards d'euros dans les grands secteurs économiques d'avenir.

11



V Lu

Lutter contre la fraude fiscale

Nous renforçons la lutte contre les fraudeurs. Une police fiscale sera mise en place pour mieux détecter les fraudeurs fiscaux et les sanctions vont être augmentées: les amendes ne seront plus plafonnées et leur montant sera indexé sur les profits réalisés par la fraude.

10

Combattre le sentiment d'insécurité au quotidien

La sécurité est la première de nos libertés. Nous n'acceptons pas que des citoyens puissent vivre dans la peur dans les transports, dans leur quartier.

Nous mettons la puissance de l'État au service de la protection de tous les Français, partout sur le territoire, en luttant sans relâche contre les incivilités - avec la mise en place d'une nouvelle police du quotidien - et jusqu'aux nouvelles grandes menaces - avec l'augmentation considérable des moyens pour la lutte contre le terrorisme.



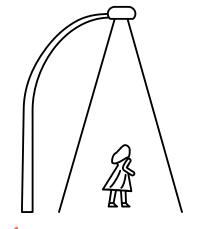
V

Plus de moyens

Nous donnons les moyens à nos armées et à nos policiers d'assurer la sécurité des Français. Le budget du ministère des Armées a été augmenté cette année de 1,8 milliard d'euros et celui du ministère de l'Intérieur de 500 millions d'euros d'ici 2020. Nous recruterons 10 000 policiers et gendarmes pendant le quinquennat et nous créons 6 000 postes supplémentaires dans les armées.

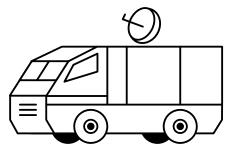


Nous créerons la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ). Partout sur le territoire, nous créons des unités de contact pour une police plus proche de la population. Il y aura plus de patrouilles et plus de présence sur le terrain.



V Punir le harcèlement de rue

Nous luttons contre le harcèlement sexiste de rue. Le harcèlement de rue en flagrant délit sera puni par des amendes entre 90 euros et 750 euros.



✓ Lutte contre le terrorisme

Contre l'extrémisme islamique, nous fermons les mosquées qui diffusent un discours de haine et luttons contre les financements opaques.



Pré-plainte en ligne

Nous permettons à toutes les femmes victimes de violences sexuelles de déposer une pré-plainte en ligne. Les victimes pourront porter plainte de chez elles sans avoir à se rendre au commissariat dans un premier temps.

Garantir à tous les Français un égal accès aux soins

Notre système de santé permet aux Français de bénéficier d'une des meilleures espérances de vie au monde et d'un niveau de prise en charge élevé. Mais tous nos concitoyens n'en profitent pas de la même manière: la prise en charge médicale est difficile dans certains territoires, la prévention est insuffisante, et les conditions de travail à l'hôpital trop souvent difficiles.

Face à ces difficultés, nous améliorons l'accès aux soins et nous renforçons la présence des médecins sur les territoires où il en manque.

La révolution de la prévention est également lancée, avec un recours accru à la vaccination des enfants, une politique ambitieuse en matière de lutte contre le tabagisme et la mobilisation des professionnels et de tous les étudiants de santé pour mener des actions de sensibilisation sur tout le territoire.



V

11 vaccins obligatoires

Nous protégeons la santé de tous les enfants en rendant obligatoires 11 vaccins, contre seulement 3 jusqu'à présent. Nous voulons protéger les enfants des maladies évitables, comme la rougeole, qui entraînent encore aujourd'hui la mort d'enfants non vaccinés.



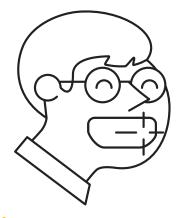


Plus de prévention

Nous créons le service national de santé pour améliorer la prévention en matière de santé. Dès 2018, 47 000 étudiants en santé effectueront des actions de prévention pour promouvoir des comportements bénéfiques pour la santé de tous.



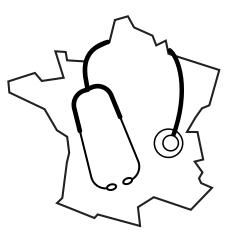
L'État remboursera désormais directement les aides à l'arrêt du tabac (patch, gomme, pastille, inhaleur...) sur prescription médicale à hauteur de 150 euros par an.





100% pris en charge

D'ici la fin du quinquennat, l'État prendra en charge à 100% les lunettes, les prothèses dentaires et auditives.



✓ Lutter contre les déserts médicaux

Nous incitons les médecins à s'installer dans les zones en manque de médecins en leur apportant une aide de 50 000 euros sur deux ans. Nous investissons 400 millions d'euros pour la création de nouvelles maisons de santé. Leur nombre sera doublé d'ici 2022.

Faire plus pour ceux qui en ont besoin

Nous souhaitons donner à tous les Français, d'où qu'ils viennent, la chance de réussir et la liberté de choisir. Plus que les droits formels, nous nous battons pour que le quotidien des Français change et s'améliore par l'obtention de droits réels.

Pour une société égale, nous faisons plus pour ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les habitants des territoires en difficulté et les 9 millions de Français pauvres, parmi lesquels figurent notamment les mères célibataires, nombre de personnes âgées et personnes en situation de handicap.

Nous assumons la mise en place d'actions adaptées en fonction des besoins de chaque personne et de chaque territoire, afin de concentrer nos efforts là ils sont indispensables. C'est un impératif d'égalité et d'efficacité.



Augmentation des petites retraites

Nous augmentons le minimum vieillesse de 30 euros par mois dès 2018. Il sera ensuite augmenté de 35 euros par mois en 2019 et 35 euros par mois en 2020. Soit 100€ de plus par mois en 2020.

Augmentation du chèque énergie

4 millions de Français modestes bénéficient depuis le printemps 2018 d'un chèque énergie de 150€ en moyenne pour les aider à payer leurs factures d'énergie. En 2019, il sera revalorisé de 50€.



Accès au réseau téléphonique et internet pour tous

Nous assurons l'accès au réseau téléphonique et internet à tous les territoires. Contre les zones blanches sans réseau, le plan haut-débit et très haut débit permettra d'ici 2022 d'apporter la 4G partout en France.



V Augmentation de l'Allocation Adulte Handicapé

Nous augmentons l'Allocation Adulte Handicapé: +50 € par mois à partir du 1er novembre 2018, +40€ par mois l'année suivante. Elle s'élèvera à 900 € par mois dès 2019, contre 810 € aujourd'hui. 11 200 postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap seront également créés à l'école.



Dynamiserles centres villes

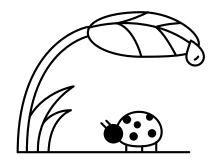
5 milliards d'euros sur cinq ans vont être investis pour créer des nouveaux commerces de proximité en centreville, pour améliorer la qualité de l'habitat, pour renforcer l'accès au service public et aux transports dans 222 villes de taille moyenne.

Protéger notre avenir

Les dégâts que nous faisons collectivement à notre planète sont pour beaucoup irréversibles. Nous en connaissons les conséquences sur notre santé - des dizaines de milliers de morts rien qu'en France - et sur le climat, dont le dérèglement est incontestable. La question de notre système de croissance est donc posée.

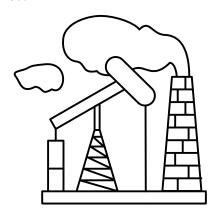
Nous investissons pour être plus sobres en consommation d'énergie et pour rendre notre production plus verte, en particulier grâce au développement des énergies renouvelables et de l'économie circulaire.

Nous faisons également évoluer notre modèle agricole, qui a réalisé de grands progrès ces dernières années, pour utiliser moins de produits chimiques et de pesticides, au bénéfice d'un accroissement de la production biologique.



Réduire l'usage des pesticides

Nous diminuons l'utilisation des substances à risque pour la santé et l'environnement et nous accompagnons la recherche de solutions alternatives. C'est pourquoi la France appliquera de manière anticipée les règlements européens sur l'encadrement du glyphosate.



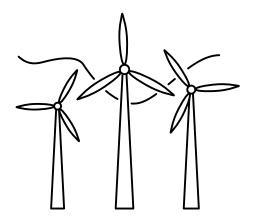
Fin de l'exploitation des énergies fossiles

Nous interdisons l'exploitation du pétrole et du charbon en France d'ici 2040. Plus un gramme de charbon, plus une goutte de pétrole ne sortira du sol en France.



√ Aide à l'agriculture Bio

Nous encourageons l'agriculture biologique en mobilisant 1,1 milliard d'euros d'ici 2022 (soit 60% de plus qu'avant). L'objectif est de doubler les surfaces agricoles cultivées en bio et d'avoir 20% de produits bio dans les cantines scolaires publiques.



✓ Développement des énergies renouvelables

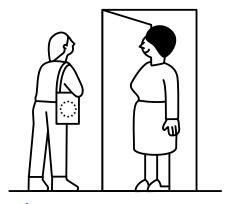
Nous investissons 7 milliards d'euros dans les énergies renouvelables. Nous simplifions aussi les règles pour développer l'énergie éolienne.

Reconstruire une Europe qui protège face au reste du monde

L'Europe est notre projet commun, celui que la France porte depuis six décennies parce qu'elle est une promesse collective de paix et de prospérité. Mais nous ne sommes pas naïfs, cette promesse n'a parfois pas été tenue: l'Union connaît des dysfonctionnements et les citoyens français sont de plus en plus sceptiques sur ses institutions. C'est pourquoi nous voulons la transformer aux côtés de nos partenaires européens et grâce aux contributions des citoyens.

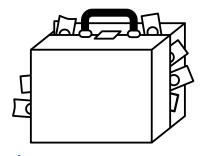
Nous voulons construire une nouvelle souveraineté européenne parce que l'Europe est notre garantie la plus sûre contre les multiples menaces globales qui nous frappent.

Nous voulons créer une nouvelle démocratie européenne pour que l'Europe soit moins technocratique et plus proche des préoccupations quotidiennes des Français.



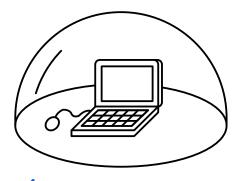
√ Construction d'un nouveau projet européen avec les citoyens

Nous bâtissons un nouveau projet européen en consultant les citoyens: avec la Grande Marche pour l'Europe en France et avec des consultations citoyennes - organisées à l'initiative du président de la République - dans les pays de l'Union européenne.



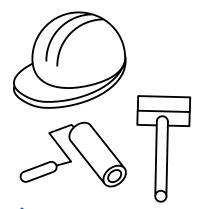
V Lutter contre l'évasion fiscale

Nous œuvrons pour taxer les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) au niveau européen afin qu'ils paient leurs impôts en Europe, là où ils créent de la richesse.



✓ Protection des données personnelles

Avec l'Europe, nous renforçons la protection des données personnelles des citoyens au niveau du continent.



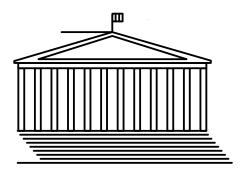
▼ Encadrement du travail détaché

Nous bâtissons une Europe plus juste qui protège le travail. L'action de la France a permis d'encadrer le travail détaché en Europe pour empêcher le dumping social. Le principe "à travail égal, salaire égal" a été retenu afin qu'en matière de rémunération et de conditions de travail, il n'y ait pas de différences entre le travailleur détaché et le travailleur local.

Une représentation politique plus responsable et plus efficace

Nous transformons les règles politiques pour que les Français retrouvent confiance dans la vie démocratique de notre pays. Nous voulons que les élus soient plus représentatifs de la société et reflètent davantage le pluralisme de notre pays. Nous nous engageons à un renouvellement des pratiques: l'action des femmes et des hommes politiques doit être plus responsable et plus efficace pour répondre aux attentes des Français. Cela passe par une transparence accrue et par de nouvelles obligations pour les élus. Cela passe aussi par la modernisation et la simplification des modes de décision et par l'augmentation des pouvoirs donnés aux parlementaires.

Nous développons la participation des citoyens. Notre mouvement organise régulièrement des consultations citoyennes nationales pour associer tous les citoyens à l'élaboration des grandes réformes.



Fin du régime spécial de retraite des députés

Nous avons mis fin au régime spécial de retraite des députés. Ils sont soumis au régime de droit commun de la fonction publique.

Renforcer les règles d'exemplarité

Nous avons renforcé les conditions d'inéligibilité. Une personne condamnée pour crime ou pour tout manquement à la probité ne pourra pas se présenter aux élections.

V Limiter le nombre de mandats

Nous allons interdire aux élus de faire plus de trois mandats successifs identiques, sauf pour les maires des petites communes. Cela permettra d'avoir moins de professionnels de la politique et davantage de professionnels en politique dans notre pays.

√ Mieux évaluer les lois

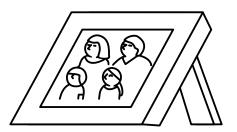
Nous allons renforcer l'évaluation de la loi. Si un texte est inefficace, il sera modifié.

✓ La même justice pour tout le monde

Les ministres seront désormais jugés par la Cour d'appel de Paris pour les crimes et délits accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, et plus par la Cour de Justice de la République qui était une juridiction spéciale.

V Réduction du nombre de parlementaires

Le nombre de députés et de sénateurs va être réduit et leurs moyens seront renforcés. Cela permettra de rendre le travail de l'Assemblée et du Sénat plus efficace et plus fluide, à l'image des parlements dans les autres démocraties.



Interdiction des emplois familiaux

Les députés, les sénateurs et les ministres ne peuvent plus employer un membre de leur famille.

Encadrer les lobbies

Nous avons durci les règles d'encadrement des lobbies. Il est désormais interdit aux parlementaires d'exercer l'activité de représentant d'intérêts.



VOUS VOULEZ CONTRIBUER À LA TRANSFORMATION DU PAYS ? **VOUS VOULEZ PARTAGER** VOTRE POINT DE VUE ?

PARTICIPEZ AUX RÉUNIONS ORGANISÉES DANS LE COMITÉ LOCAL PRÈS DE CHEZ VOUS

→ en-marche.fr/comites

INSCRIVEZ-VOUS POUR ÊTRE INFORMÉ(E) DE LA TRANSFORMATION DU PAYS

→ en-marche.fr/inscription

LA RÉPUBLIQUE

En Marche!